

Le génial piège à pigeons de SOS-Education

A l'automne 2011, sous le prétexte d'une pétition en elle-même complètement banale, une vidéo accompagnant cette pétition illustre le professionnalisme d'une manipulation haut de gamme, signée Machiavel, dont on va voir toutes les roueries.

La vidéo en question n'a aucun mal à dresser un tableau apocalyptique de l'état du système éducatif.

La malhonnêteté de cette opération de propagande au service du gouvernement consiste alors à faire croire que ce sont les syndicats, et eux seuls, qui sont les responsables de la situation.

En réalité, depuis les années 1960, le sabotage du service public d'éducation se fait de manière concertée entre l'appareil du Mammouth, syndicats compris, et la haute bourgeoisie d'affaires qui détient le pouvoir politique.

La responsabilité du marasme du système éducatif étant ainsi rejetée sur les syndicats, la vidéo en question arrive à faire croire qu'une suppression de 16000 postes par an pendant cinq ans ne concernerait que les enseignants détachés dans les syndicats. Selon ces maitres-manipulateurs, l'Education Nationale, une fois débarrassée de ses êtres malfaisants, ne s'en porterait que mieux.

C'est là le véritable but de la manoeuvre: cautionner et justifier la suppression de 14000 postes décidée par le gouvernement pour la rentrée 2012, en attendant d'en faire autant à la rentrée 2013.

Pour être bref, on va montrer ici l'enchaînement réel des calculs et des faits, à partir de leur origine.

1 - En liaison avec un véritable sabotage de tout vrai débat sur l'éducation, pas un seul parti politique n'est capable de proposer un projet fiable de politique éducative. Pourtant, la réponse existe. Voir

par exemple l'article intitulé: « Ecole: les excellentes raisons de l'excellence finlandaise »

2 – La dégradation progressive de l'enseignement français depuis les années 1960 est due à une connivence entre une classe dirigeante affairiste et l'appareil du Mammouth.

Les affairistes entretiennent mine de rien et dans toute la mesure du possible l'ignorance des classes moyennes et populaires pour pouvoir mieux les plumer. L'appareil du Mammouth en profite pour demander sans cesse « plus de moyens » à englober dans son industrie de marchands de béquilles de l'échec scolaire.

Voir les articles intitulés: 1°) « Eclairages interdits sur mai 68 », 2°) « Les 7 casseroles de Valérie Pécresse ».

La mise en place d'un enseignement de l'orthographe dans les universités, fin 2010, par la ministre Valérie Pécresse est une preuve irréfutable de cette connivence des uns et des autres pour remplir un tonneau sans fond et multiplier les singeries de lutte contre l'échec scolaire.

3 – Pour bluffer des troupes auxquelles elle est incapable de proposer un projet éducatif crédible, et pour cacher son incapacité à dynamiser un secteur public dont elle a la charge, la droite avance deux leitmotivs: a) donner plus de pouvoir aux chefs b) réduire mécaniquement et aveuglément les effectifs.

4 – Le fait d'annoncer des coupes sombres dans les effectifs d'enseignants étant dangereux pour la popularité du gouvernement, les éminences grises de l'opération font appel aux services de SOS-Education, une association justement créée pour cautionner ce genre d'opération.

L'opération alors mise en place comporte deux volets:

a) la pétition, qui en elle-même est complètement bateau, du genre: « je vous demande, Monsieur le Ministre, de bien vouloir faire marcher correctement l'Education Nationale ». De cette manière, après une lecture hâtive, chacun pourra signer les yeux fermés.

b) la pétition proprement dite n'est en réalité qu'un prétexte pour faire passer la propagande de la vidéo d'accompagnement.

Faiblesse dans la manoeuvre, celle-ci annonce d'emblée la coupe sombre de 16000 postes annoncée par le gouvernement. On n'est donc pas dans une démarche de pétition mais bel et bien dans une démarche de cautionnement et de propagande.

Mais le lecteur qui prend déjà trente minutes pour regarder la vidéo a toutes chances de ne pas voir là le moindre cheveu, pris comme il l'est dans le tourbillon du bilan accablant auquel il a toutes bonnes raisons de croire.

5 – Le recours à SOS-Education pour éviter au gouvernement la basse besogne d'avoir à se justifier apporte en outre au même gouvernement un deuxième atout majeur: il renvoie sur l'extrême droite la responsabilité d'une décision qui vient bel et bien de lui.

SOS-Education est dénoncé dans Médiapart et dans Libé soit en raison de ses méthodes mercantiles de recrutement et de propagande à l'américaine, soit en raison de ses thèses typées extrême droite.

Ce malentendu convient à la gauche elle-même, qui a l'habitude d'utiliser l'épouvantail de l'extrême droite pour mobiliser son électorat.

D'avance, les syndicats d'enseignants sont honorés par le pouvoir qui va leur être ainsi délégué de gérer la situation au cas par cas. Ils se frottent les mains pour l'opportunité qui leur est fournie de pouvoir mobiliser leurs troupes contre une mesure impopulaire.

6 - La fausse pétition de SOS-Education n'engage nullement le gouvernement Sarkozy, alors qu'elle est mise en place à son profit.

Les syndicats d'enseignants ne sont pas obligés de contre-attaquer parce qu'ils ne sont pas attaqués directement par le gouvernement. Celui-ci peut donc continuer de les utiliser comme cautions pour démanteler comme il lui convient le service public d'éducation.

7 – Le gouvernement supprime 14000 postes d'enseignants à la rentrée 2012 en attendant que lui ou son successeur en fasse autant à la rentrée 2013.

La vidéo a fait croire au public que de telles suppressions de postes, renouvelées chaque année de 2012 à 2016, concerneraient essentiellement des postes d'enseignants détachés. En conséquence, selon cette vidéo, le nombre d'élèves par enseignant

est censé n'augmenter que très peu. Même chose pour les absences d'enseignants non remplacées.

En réalité, les postes d'enseignants détachés dans des syndicats ou dans le flicage des forums internet sont indispensables à la tranquillité du gouvernement et font l'objet de toutes ses attentions. Quantité d'autres documents Ortograf-FR montrent d'ailleurs les secrètes connivences du pouvoir politique et économique avec l'appareil syndical du Mammouth.

En conséquence, le gouvernement va logiquement donner carte blanche à l'appareil du Mammouth pour le laisser supprimer des postes d'enseignants sans que ça pénalise les complices dont il a besoin, c'est à dire justement ceux que SOS-Education présente comme des êtres malfaisants, responsables du marasme du système éducatif

Contrairement à l'idée suggérée par la pétition et qui n'engage personne, les suppressions de postes ainsi cautionnées par SOS-Education ne vont alors pas concerner des postes d'enseignants détachés, mais des postes d'enseignants réellement en charge d'élèves.

Le nombre d'élèves par enseignant augmentera alors réellement.

Même chose pour les absences non remplacées.

Les conditions de travail continueront de se dégrader

La qualité du bagage apporté aux élèves continuera de diminuer.

8 – a) Les clientèles les plus naïves de la gauche rejeteront sur le seul « agresseur capitaliste » la responsabilité de cette situation.

b) Les clientèles naïves de la droite rejeteront sur « les enseignants », ou, plus habilement, sur « les plus mauvais d'entre eux » la responsabilité des absences non remplacées, et le mauvais rapport qualité/prix du service fourni par le Mammouth.

c) La chape de plomb entretenue par des grands médias au service des grandes fortunes, des marchands d'orthographe et des marchands de canons continuera d'interdire les analyses plus fines et d'empêcher l'émergence de l'intelligence collective qui seule pourrait permettre de sortir de la situation.